

DÉCLARATION L'UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIERE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Suite aux dernières déclarations du Premier Ministre à l'issue du premier tour des élections législatives, il apparaît de plus en plus clairement que le gouvernement veut attaquer et dépasser la loi « Travail » pour détruire le Code du travail.

Inversion de la hiérarchie des normes, négociation en entreprise, renforcement de la souplesse des licenciements, référendum d'entreprise, blocage des indemnités prud'homales, sont autant de dispositifs qui dénotent, si besoin en était, la volonté de voir disparaître les organisations syndicales.

Dans le calendrier, présenté sur 18 mois au pas de charge et par la pratique des ordonnances, le gouvernement veut remettre en cause le paritarisme en s'attaquant à l'assurance-chômage, à la sécurité sociale, aux retraites et faire disparaître les régimes spéciaux et les codes de pensions civiles et militaires.

Le gouvernement ne cache pas non plus son intention d'augmenter de 1,7% la CSG (Contribution Sociale Généralisée) à partir d'une retraite de 1200 euros bruts (qu'il qualifie de retraite aisée).

Enfin, déjà préparé par les lois MACRON, REBSAMEN, EL KHOMRI, il entend regrouper toutes les Instances Représentatives du Personnel, y compris les CHSCT.

Le gouvernement veut aller très vite en bafouant, y compris, toute forme de négociation et de démocratie parlementaire.

En ce qui nous concerne, nous sommes décidés à ne rien lâcher, à commencer par l'exigence de l'abrogation de la loi « Travail », la défense du paritarisme, la sécurité sociale, les régimes de retraite et les services publics.

Nous invitons d'ores-et-déjà tous nos syndicats et sections syndicales avec leurs militants et leurs adhérents à se tenir prêts pour organiser la mobilisation syndicale qui s'impose.